



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU  
DEVELOPPEMENT DURABLE

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Mme Frédérique LAMOUREUX

☎ 02 32 76 52 91

☎ 02 32 76 54 60

mél : [frederique.lamoureux@seine-maritime.pref.gouv.fr](mailto:frederique.lamoureux@seine-maritime.pref.gouv.fr)

ROUEN, LE 28 OCT 2007

LE PREFET  
de la région de Haute-Normandie  
Préfet de la Seine-Maritime

### ARRETE

**Société ISOVER SAINT GOBAIN  
SAINT ETIENNE DU ROUVRAY**

**OBJET :     PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES A LA SURVEILLANCE  
DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES SUITE A LA CESSATION DES  
ACTIVITES**

**VU :**

Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L-511-1 et suivants relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation,

La circulaire ministérielle du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités de la société ISOVER SAINT GOBAIN et notamment l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 16 novembre 2006 relatif à la remise en état du site, suite à la cessation définitive des activités implantées à SAINT ETIENNE DU ROUVRAY,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 27 juillet 2007,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

7 place de la Madeleine - 76036 ROUEN Cedex - ( 02 32 76 50 00 )  
Site Internet : <http://www.seine-maritime.pref.gouv.fr>

La délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 11 septembre 2007,

La lettre de convocation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques datée du 28 août 2007 et la transmission du projet d'arrêté faite le - 1 OCT. 2007

### **CONSIDERANT :**

Que la société ISOVER SAINT GOBAIN exploitait une usine de fabrication de laine de roche par fusion de matières premières composées de coke, basalte, laitier, agglomérés et minerais de fer, implantée à SAINT ETIENNE DU ROUVRAY (76800) - rue Michel Poulmarch - BP 478,

Que la société ISOVER SAINT GOBAIN a définitivement cessé l'exploitation de ces installations le 17 septembre 2004,

Que par arrêté susvisé du 16 novembre 2006, des investigations approfondies, une étude détaillée des risques sanitaires (EDR santé) ainsi que l'avis d'un hydrogéologue agréé ont été prescrits,

Que l'hydrogéologue agréé a conclu que le site ne présente pas de risque de dégradation de la qualité des eaux captées et qu'aucune dépollution des sols et de la nappe n'est à envisager,

Qu'au regard des études réalisées, de l'avis de l'hydrogéologue agréé et de la circulaire ministérielle du 8 février 2007, il convient d'imposer à l'exploitant les prescriptions complémentaires ci-annexées relatives à la mise en place d'une surveillance semestrielle des eaux souterraines au droit de son ancien site de production de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY,

Qu'au terme d'une période de surveillance de quatre ans, la société devra remettre au préfet un bilan quadriennal,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par l'article 18 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

La Société ISOVER SAINT GOBAIN, dont le siège social est situé à COURBEVOIE (92400) - 18 avenue d'Alsace, est tenue de respecter dès notification du présent arrêté, les prescriptions complémentaires ci-annexées relatives à la surveillance de la qualité des eaux souterraines, pour le site qu'elle exploitait à SAINT ETIENNE DU ROUVRAY (76800) - rue Michel Poulmarch - BP 478.

#### **Article 2 :**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

#### **Article 3 :**

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance des autorités de police,

de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services départementaux d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

**Article 4 :**

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L-514.1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives.

**Article 5 :**

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511.1 du Code de l'Environnement.

**Article 6 :**

Conformément à l'article L-514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée que devant le tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa publication.

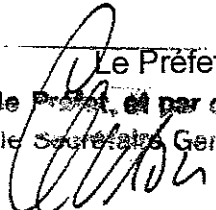
**Article 7 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet  
Pour le Préfet, et par délégation,  
le Secrétaire Général,  


Claude MOREL

Vu pour être annexé à mon arrêté  
en date du 30 OCT. 2007

ROUEN, le :

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral  
en date du 30 OCT. 2007..

Pour le PRÉFET,  
le Secrétaire Général.

--ooOoo--

SAINT-GOBAIN ISOVER  
Usine de SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY  
Rue Michel Poulmarch  
B.P. 478  
76806 SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY  
Claude MOREL

N° SIRET : 312.379.076.00051

--ooOoo--

## I. OBJET

La société SAINT-GOBAIN ISOVER, dont le siège social est situé 18 avenue d'Alsace à COURBEVOIE (92400), est tenue de procéder à une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de son ancien site d'exploitation visé en en-tête et en particulier des parcelles cadastrées sous les n° 1, 181 et 185. Cette surveillance est réalisée conformément aux dispositions de l'article 2 ; celle-ci doit permettre de détecter une éventuelle migration des polluants.

## II. MODALITES DE SURVEILLANCE

La surveillance des eaux souterraines doit s'exercer au niveau des trois piézomètres implantés en amont et en aval hydraulique du site, reportés sur le plan joint au présent arrêté en annexe 2.

La surveillance est effectuée sur des échantillons prélevés deux fois par an sur une période choisie en fonction des basses eaux de la nappe souterraine. L'exploitant se référera à l'annuaire des marées de ROUEN pour effectuer ces prélèvements en marée basse. Lors de ce prélèvement, le niveau piézométrique est également relevé.

Les échantillons seront prélevés en respectant les techniques d'échantillonnage en vigueur et seront conservés et manipulés conformément à la norme NF EN ISO 5667.3 ou toute norme équivalente. Ces procédures d'échantillonnage, de conservation, de manipulation et d'analyse seront strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et, ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines. La représentativité des échantillons sera notamment assurée par un pompage préalable de renouvellement de l'eau des piézomètres permettant d'extraire avant la prise d'échantillon un volume au moins égal à 3 fois le volume du piézomètre. Les niveaux statiques seront relevés avant et en fin de pompage. La hauteur de la Seine sera également notée.

Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications devaient être apportées à la réalisation de ces différentes procédures, le

responsable du site devra en informer au préalable, pour accord, l'Inspection des Installations Classées en justifiant que ces modifications ne sauraient entraîner de variation significative des résultats.

Les paramètres mesurés seront les suivants :

- nitrites,
- nitrates,
- ammonium,
- urée,
- potentiel redox,
- Température,
- pH,
- Conductivité.

A l'issue de la période de surveillance de 4 ans, l'exploitant adressera au préfet dans le délai de 6 mois un bilan de la surveillance. Celui-ci pourra aboutir le cas échéant, après avis de l'Inspection des Installations Classées, à de nouvelles modalités de surveillance.

### III. COMMUNICATION DES RESULTATS ET BILANS

Les résultats des analyses d'eaux souterraines seront transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard 15 jours après communication par le laboratoire.

Le rapport précisera a minima les points suivants :

- le responsable (exploitant, laboratoire ou autre), la date, l'heure et la méthode de prélèvement (notamment la durée de pompage avant la prise d'échantillon) ;
- le mode de conditionnement, de conservation et de transport des échantillons ;
- la raison sociale, l'adresse et les accréditations et/ou agréments du laboratoire pour ce type d'analyses ;
- la date de réception des échantillons par le laboratoire ;
- s'il y a lieu, la date et la méthode de préparation des échantillons avant analyse ;
- la date et la norme des analyses ;
- le niveau piézométrique ;
- les niveaux statiques avant et en fin de pompage de renouvellement de l'eau dans les piézomètre ;
- la hauteur de la Seine ;
- la température, le pH, le potentiel redox et la conductivité ;
- les analyses chimiques reprises sous la forme suivante :

Paramètres	Concentration	Unité	VCI de référence	Commentaires

Les analyses, l'évolution des paramètres vis-à-vis de l'historique, seront commentées avec tous les éléments d'interprétation.

Si une anomalie est constatée, le responsable du site en informe immédiatement l'Inspecteur des Installations Classées et en donne les causes possibles. Il détermine notamment si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée et informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. En

#### **IV. ENTRETIEN ET PROTECTION DES PIEZOMETRES**

L'exploitant veillera à l'entretien régulier des piézomètres.

La tête des piézomètres sera protégée efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par des véhicules). Elle sera maintenue fermée et cadénassée.